

N°4



Lettre Diplomatique & Défense

Sommaire

Diplomatie

■ GOLFE

- La réduction de la production de pétrole ou la défense de ses intérêts nationaux p.4
- **Proche-Orient** : Israël et le Liban délimitent leur frontière maritime pour exploiter le gaz p.5

■ EUROPE

- **Turquie** : montée des provocations en 2023 p.6
- **Allemagne** : « la responsabilité d'une nation leader », analyse du discours du Président de la SPD p.7

■ AFRIQUE

- Entre choc de la dette et nécessité de défendre son patrimoine : un choix cornélien p. 9
- **Sénégal** : adhésion aux pays exportateurs de gaz p. 9

Défense

- **L'Europe centrale** : à l'heure allemande dans la défense anti-missiles ? p. 10
- **Allemagne** : le Fonds spécial ne fait plus recette p. 10
- **Maroc** : de nouvelles acquisitions israéliennes p. 11
- **Algérie et Maroc** : réarmement croisé p. 12

- GOLFE

La réduction de la production de pétrole ou la défense de ses intérêts nationaux ...

A peine nommé Premier Ministre par décret royal, le prince héritier, **Mohammed bin Sultan**, a donné une illustration de la politique strictement nationale qu'il entend désormais conduire avec la décision de réduire la production de pétrole.

- *La réduction de la production de pétrole : un casus belli*

La décision de l'OPEP+ de réduire de 2 millions de barils par jour sa production a été incontestablement un *casus belli* pour les Etats-Unis dans la mesure où elle est intervenue quelques semaines avant les *Mid-terms* (8 novembre). Cette décision est une humiliation d'autant plus cuisante pour l'Administration Biden qu'elle vient annuler les effets escomptés de la visite présidentielle en Arabie à la mi-juillet, qui était déjà en soi une volte-face après les propos de campagne.

Si l'on remonte plus loin dans le temps que la campagne électorale de M. Biden, on trouvera la raison profonde qui a poussé l'Arabie à se désengager – sans se séparer – de l'alliance américaine : dès les Administrations Obama I & II (les pires de l'ensemble des Administrations américaines depuis 1945 selon les Saoudiens), le désengagement est américain et stratégique : la priorité américaine donnée à l'Indo-Pacifique sur le Golfe et l'Europe.

- *Une réduction prise par trois pays réputés proches des Etats-Unis...*

L'effort de réduction commence dès le 1er novembre, une semaine donc avant le grand rendez-vous politique américain. Mais son effet, assez limité, est surtout psychologique : les trois pays réputés proches des Etats-Unis - l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et le Koweït – sont les principaux responsables de cette décision. Le geste est ainsi délibéré et véhicule quelques messages-clés.

- *Une réduction qui véhicule trois messages*

Cette stratégie de l'OPEP+ qui diverge des pays occidentaux mais qui converge avec celle de la Russie s'est en effet **d'abord voulue préventive** : les pays producteurs voulaient éviter à tout prix que le G7 n'impose le plafonnement du prix du pétrole.

Elle est aussi curative car pour l'ensemble des pays de l'OPEP+, la hausse des prix du pétrole permet de revenir à l'équilibre voire aux surplus budgétaires et de relancer de manière dynamique la politique de diversification et de développement des économies régionales.

Elle est enfin punitive car elle sanctionne une politique américaine faite d'un étrange paradoxe : plus les Etats-Unis se détachent du Golfe et plus ils s'immiscent dans leurs affaires intérieures et diplomatiques.

- *Une réduction temporaire ?*

L'objectif pluriel du cartel a donc été atteint : maintenir son pouvoir de régulation des cours du pétrole de manière collégiale sans pression extérieure et redonner à ses économies les moyens d'un retour à l'équilibre puis au surplus.

... qui n'augurent toutefois pas d'un basculement d'alliances.

Les pétromonarchies du Golfe n'ont pas pour autant l'intention de basculer dans les camps chinois ou russe.

- D'une part, le renforcement de la coopération économique et militaire entre la Russie et l'Iran dans le contexte de la guerre en Ukraine et du régime de sanctions imposé aux deux Etats par les États occidentaux, ajouté aux relations plus étroites qu'entretiennent Moscou, Téhéran et Pékin, rendent très peu probable une remise en cause des accords de coopération sécuritaire entre Washington, Riyad et Abou Dhabi et Israël.
- De l'autre, la diplomatie de ces Etats vise à accentuer leur indépendance et la défense de leurs intérêts au travers de partenariats multiples, leur apportant chacun des valeurs ajoutées : Chine, Russie, Israël, Corée du Sud, etc, tous ont vocation à enrichir le statut diplomatique et les économies de ces Etats.

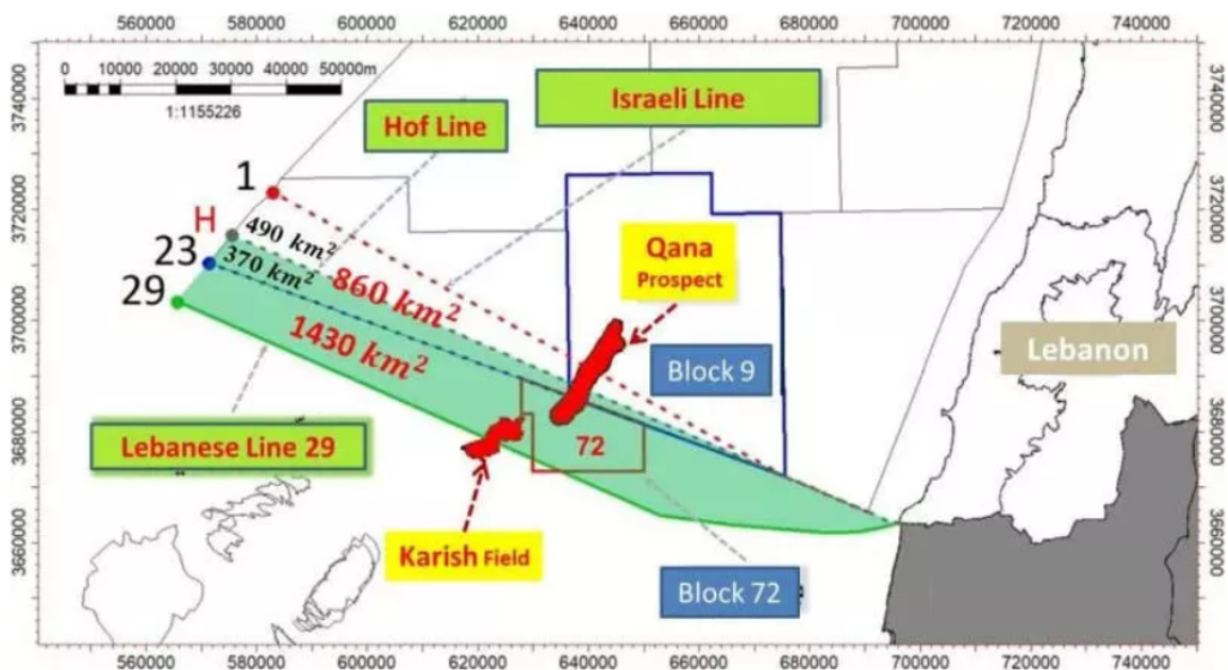
Proche-Orient : Israël et le Liban délimitent leur frontière maritime pour exploiter le gaz

Accord pour les uns, arrangement pour les autres, la délimitation laborieuse de la frontière maritime entre Israël et le Liban, a abouti à une situation fragile mais qui permet enfin à chacune des partis de débiter l'exploration gazière.

Alors que la guerre a menacé tout l'été, l'accord a été conclu et se caractérise par :

- Un échange de champs : à Israël, le champ déjà exploré de Karish, au Liban, celui de la Qana (ou Cana), qui reste cependant à explorer ;
- Total, opérateur du bloc n°9, versera à Israël 17% des revenus du futur champ en échange de la renonciation par Tel-Aviv de ses droits ;
- Un calendrier en quatre étapes très longues, d'études (2 à 4 ans), d'estimation (2 ans), de développement (6 ans) et d'extraction (>35 ans).

Il est évident que sur une aussi longue durée l'accord sera sujet à des remises en cause ou des tensions, mais ni Israël ni le Hezbollah, acteur aussi discret qu'omniprésent et menaçant dans cette négociation, ne veulent déclencher une guerre à l'issue douteuse, tandis que le Liban a besoin de cette manne pour espérer pouvoir sortir de la crise qui le paralyse depuis si longtemps.



Source : armée libanaise

- **EUROPE**

Turquie : montée des provocations en 2023

En 2023, la Turquie s'apprête à célébrer deux centenaires-clés pour son histoire.

- Le Traité de Lausanne, dernier des grands traités concluant (mal) la Première Guerre Mondiale, signé le 24 juillet 1923 ; le traité a d'abord accordé la légitimité à Kemal en échange de l'abandon turc sur Chypre, et l'ensemble du Proche-Orient (Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Arabie) ; le Kurdistan et l'Arménie ne sont pas indépendants, ni même autonomes...; les deux détroits (Dardanelles et Bosphore) sont ouverts à la libre circulation internationale, mais le régime des capitulations (protection des institutions étrangères en Turquie et des familles chrétiennes et juives) est abandonné.

En clair, le Traité redonne à la Turquie les moyens de reconstituer en large partie le noyau dur de sa souveraineté (Turquie) et de contester les autres (Kurdistan, Arménie, Proche-Orient). Le nationalisme turc, débarrassé de son multiculturalisme historique, peut dès lors rayonner. "Trop faible pour ce qu'il avait de dur et trop dur pour ce qu'il avait de faible", aurait pu dire Bainville aussi de ce traité...

- La fondation de la République turque le 29 octobre 1923 : elle donne toute sa vigueur aux principes-clés du kémalisme : "*turquiser, moderniser, occidentaliser*" ; les principes seront précisés dans la constitution du 20 avril 1924

On comprend dès lors l'enjeu pour Erdogan : avant ces anniversaires-clés dont on peut deviner qu'ils donneront lieu à des manifestations grandioses, il doit remporter

les élections du 18 juin 2023. C'est ce cadre-là qui permet de comprendre le crescendo de tensions avec la Grèce : mobiliser son électorat sur la révision du Traité inique de Lausanne et la glorification d'une république kémaliste.

Allemagne : « la responsabilité d'une nation leader », analyse du discours du Président de la SPD

A l'occasion de divers anniversaires de figures de la SPD, le président du Parti, M. **Lars Klingbeil**, a de nouveau évoqué les grands sujets de politique étrangère et de défense. Son dernier discours, le 21 juin évoquait le *leadership coopératif*, très en amont de son application concrète dans le domaine de la défense ATBM en Europe centrale & orientale & baltique et ne mentionnait ni la France ni même le thème de la dissuasion nucléaire.

C'est pourquoi, de nouveau, il faut décrypter ce discours.

- *Réalisme et idéalisme : changement et constance de la politique de la SPD*

M. Klingbeil défend d'abord le tournant du réalisme, qui est un tournant de fond pour la politique étrangère allemande. Ce tournant ne signifie pas pour autant l'oubli des valeurs : la personnalité d'Egon Bahr (proche de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt) est citée comme une synthèse du réalisme et de l'idéalisme.

- *Réalisme et pragmatisme : l'application concrète du tournant d'époque*

Il en défend ensuite les conséquences pratiques :

- *La reconnaissance de l'auto-défense*, c'est-à-dire la rupture avec le principe de ne pas livrer des armements dans les zones en conflits ;
 - *Le réarmement* avec la mise en place du Fonds spécial de 100 milliards € ;
 - *Le réalignement géopolitique* avec les débuts des processus d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord, le statut de candidat de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie à l'UE (ces derniers étant, on le rappelle, des objectifs du contrat de coalition du 24 novembre 2021 page 136) et de la Suède et de la Finlande à l'OTAN ;
 - *Le renforcement du multilatéralisme* avec l'invitation au G7 de pays-clés comme l'Inde, l'Indonésie, l'Argentine et le Sénégal.
- *Réalisme et révision de la ligne diplomatique du Parti*

Le Président de la SPD appelle enfin à réviser la politique étrangère du Parti. Il annonce que la Commission Internationale du parti travaillera en 2023 à un repositionnement fondamental de la politique étrangère et de défense social-démocrate avec in fine, résolution lors du Congrès annuel. Mais il en pose déjà des

jalons :

- *Révision fondamentale des relations avec la Russie* : trop tôt pour la définir mais il la faudra ;
 - *Rendre l'Europe plus réactive* (majorité qualifiée pour les décisions de politique étrangère et de défense) et plus démocratique (renforcement des procédures de l'Etat de droit) ;
 - *Renforcement de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires*, notamment via l'ONU
- *Réalisme et ambitions : la responsabilité d'une puissance dirigeante*
 - *Défense du leadership coopératif* ; le Président de la SPD cite l'ancien ministre polonais des Affaires étrangères, M. Sikorski « *Je crains moins la puissance allemande que l'inaction allemande. Ils sont devenus la nation incontournable de l'Europe. Vous ne devez pas manquer de leadership. Ne pas dominer, mais diriger les réformes.* » ;
 - *Ouvrir la voie et entraîner les autres ensuite* : voilà le rôle de l'Allemagne et voilà ce que les autres pays attendent de l'Allemagne.

Commentaires : une fois encore, M. Klingbeil sait à la fois rester solidaire du gouvernement (il a failli être ministre de la Défense) et aller au-delà de la politique du gouvernement, sans manquer à son devoir de solidarité ni même à l'histoire de son parti.

Il défend le tournant du réalisme au moment où la coalition est traversée de doutes par la révision déchirante qu'il entraîne (énergie, exportations d'armement), mais insiste sur la conciliation de ce tournant avec les valeurs des figures titulaires (le pacifisme d'Egon Bahr, l'Ostpolitik de Brandt et le réarmement de Brandt et de Schmidt) ;

Il incarne paradoxalement aussi la continuité du contrat de coalition tant sur les élargissements que sur le multilatéralisme ;

Il soutient, enfin, la responsabilité de l'Allemagne en tant que puissance dirigeante (*Unsere Verantwortung als Führungsmacht*), c'est-à-dire sa capacité à entraîner d'autres pays sur ses propres initiatives. Dans le domaine de la défense, ce thème est déjà en action depuis 2013 dans le cadre des *Framework Nations Concept (FNC)*, mais il avance désormais non plus masqué (groupes thématiques, coopération renforcée : Pays-Bas, Norvège, etc), mais de manière publique (discours de Prague du 29 août sur la défense sol-air allemande, étendue à d'autres pays).

Nul doute que la diplomatie allemande utilisera cette capacité réelle d'entraînement pour emmener d'autres pays sur sa voie propre en matière énergétique et dans le domaine des exportations d'armement.

- **AFRIQUE**

Entre choc de la dette et nécessité de défendre son patrimoine : un choix cornélien

Après le choc du COVID, le choc de la dette s'ajoute à celui de l'énergie et des prix des denrées alimentaires. Un certain nombre de pays qui avaient de projets avancés de défense de leurs espaces maritimes menacées se voient contraints de les annuler ou de les reporter.

- **Le Ghana** qui souhaitait défendre les champs de Jubilee, de Tweneboa, Enyenra et Ntomme et de Sankofa-Gye Nyame et sa pêche par un grand projet de patrouilleurs (8 au total), a dû le décaler. Au premier semestre 2022, le coût global du service de la dette du Ghana s'est élevé à 68 % des recettes fiscales du pays, alors que la dette publique totale atteint 78% du PIB.
- **Le Kenya** qui souhaitait se prémunir contre la piraterie et la pêche illégale par un ambitieux projet de surveillance maritime (radars côtiers, centre de fusion des données, patrouilleurs, développement de la pêche), a dû également le reporter sine die ; le pays demande à la Chine un rééchelonnement de dette et doit réduire sa dette après un accord avec le FMI.

Sénégal : adhésion aux pays exportateurs de gaz

Dans ce tableau, le Sénégal fait exception : il a pu se payer 3 patrouilleurs (auprès du chantier français Piriou) armés de missiles (une première dans la région) et a rejoint récemment le Forum des pays exportateurs de gaz, comme observateur dans un premier temps. Il y rejoindra l'Angola, le Mozambique, l'Azerbaïdjan, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Malaisie, la Norvège et le Pérou.

Le Sénégal exploite le gisement de *Grande Tortue Ahmeyim (GTA)*, découvert à 60 kilomètres des côtes sénégal-mauritaniennes et qui recèle quelque 1400 milliards de mètres cubes de gaz.

L'Europe centrale : à l'heure allemande dans la défense anti-missiles ?

Evoqué lors du discours de Prague du 29 août dernier*, la défense anti-aérienne allemande étendue aux pays d'Europe centrale et orientale a reçu un début de concrétisation avec une déclaration d'intention conjointe qu'une douzaine de pays européens ont accepté de signer :

- Les Pays-Bas,
- La Belgique,
- La République tchèque,
- La Roumanie,
- La Bulgarie
- L'Estonie,
- La Lituanie,
- La Lettonie
- La Finlande,
- La Norvège,
- La Slovaquie,
- La Slovénie.

Avec un tel soutien, impliquant des co-financements, l'adoption de l'Arrow-3 s'en trouvera facilitée, triplant ainsi la protection du continent (entre la BMD américaine - Ramstein (C2)/Redziwoko et Devesulu : bases des intercepteurs SM-3- et les défenses sol-air de certains de ces pays à base de *Patriot*).

La Pologne, pourtant citée dans le discours de Prague, n'est pas partie prenante à ce stade, un effet des tensions récurrentes avec l'Allemagne et de sa volonté de construire son bouclier national. Quant à la France et l'Italie qui avaient pourtant en commun un système d'armes extrêmement efficace - l'Aster Block 1NT, missile anti-missile balistique-, elles ne sont pas parties prenantes car non invitées et marginalisées dans ce projet allemand qui regroupe ces clients de la *Mitteleuropa*.

Allemagne : le Fonds spécial ne fait plus recette

Au fil des semaines, et alors que le projet de budget ne sera voté que fin novembre, trois grands facteurs provoquent des désenchantements en chaîne, tant au sein du Ministère de la Défense que dans l'industrie :

- **La remontée des taux d'intérêts retire 4 milliards € supplémentaires au**

* « Dans le même temps, l'Allemagne concevra dès le départ cette future défense aérienne de manière à ce que nos voisins européens puissent également y participer s'ils le souhaitent, comme la Pologne, les Pays baltes, les Pays-Bas, les Tchèques, les Slovaques ou nos partenaires scandinaves. Un système de défense aérienne construit conjointement en Europe serait non seulement moins cher et plus efficace que si chacun de nous construisait sa propre défense aérienne coûteuse et très complexe ; ce serait une victoire sécuritaire pour toute l'Europe et un excellent exemple de ce que nous voulons dire lorsque nous parlons de renforcer le pilier européen de l'OTAN. »

Fonds spécial ; alors que les intérêts cumulés étaient à 3 milliards, ils auraient grimpé à 7 selon un calcul de la Cour des Comptes transmis dans un avis à la Défense ;

- **L'inflation devrait amener le gouvernement à réduire fortement certaines acquisitions** (lot de véhicules blindés chenillés *PUMA*) **voire à en annuler certaines** (3ème lot de corvettes *K130* et avions de chasse en version de guerre électronique *EF-2000 ECR*, obusiers *PzH2000* de remplacement sont parmi les plus menacés) ;
- **Les priorités politiques écrasent certaines commandes nationales :**
 - Le coût de l'acquisition du système *Arrow-3* demeure inconnue (financement allemand, financement allemand pour d'autres pays, intégration dans les systèmes existants) mais sera certainement très lourd (3 ou 5 milliards € ?);
 - L'acquisition étudiée de l'*EA-18G Growler* pour offrir vite une capacité de brouillage électronique nécessaire à la mission nucléaire du *F-35* se ferait au détriment du développement de la version électronique de l'Eurofighter ;
 - La quasi-impossibilité de négocier un partage industriel dans le cadre des *FMS* retenus et actés (avion de patrouille maritime *Poseidon*, hélicoptère de manœuvre *Chinook* et avion de chasse *Lightening*).

La politique de *stop & go* à laquelle a été soumis la *Bundeswehr* ces trente dernières années est la pire qui soit : le système d'acquisition ne peut absorber sans danger soit des baisses continues soit de fortes hausses.

Maroc : de nouvelles acquisitions israéliennes

A la faveur des accords d'Abraham, Israël et le Maroc ont considérablement resserré leur relation générale et de défense en particulier. Le Ministère de la défense marocain favorise en effet actuellement une politique d'acquisition auprès d'Israël. Son budget de défense en forte hausse pour 2023 devrait l'y aider.

Accord	Entre	Pour
Energétique	Office national marocain des hydrocarbures et des mines (<i>ONHYM</i>) et <i>Ratio Petroleum</i>	Exploration du bloc de Dakhla (Sahara occidental) : 129 000 km ² . Il est situé dans la partie sud du Sahara occidental et s'étend jusqu'à la frontière avec la Mauritanie. Aux termes de cet accord, le Maroc toucherait une redevance de 7% si le pétrole est découvert à plus de 200 m sous les eaux avec une production de plus de 500 000 tonnes, et 3,5% pour le gaz naturel si l'extraction dépasse les 500 000 m ³ .
Défense	SIBAT israélien et ministère de la Défense	<ul style="list-style-type: none"> • Volet drones : 3 <i>Heron-1</i> de surveillance, commande d'une centaine de drones-suicides <i>Harop</i>, avec une production locale planifiée ; projet d'acquisition du drone en version navale <i>Hermes 900</i> ; acquisition de 150 petits drones de surveillance <i>Wanderer</i> et <i>Thunder</i> • Volet anti-drone : acquisition du système <i>Skylock</i> • Volet avions d'armes : communications & pods & kit de bombes <i>Spice</i>, missile de croisière <i>Delilah</i> • Volet ISR : reconversion d'un <i>G550</i> en avion-espion et acquisition d'un autre avion espion <i>P600 AEW</i>;

		<ul style="list-style-type: none"> • Volet armée de terre : missile anti-char <i>Spike-NLOS</i> • Volet naval : modernisation de la base de <i>Melilla</i>
Cyber-sécurité	Services	Coopération sur l'Algérie

Algérie et Maroc : réarmement croisé

Les deux pays du Maghreb se lancent dans une course budgétaire, dont l'enjeu, pour chacun des deux pays, dépasse le traditionnel conflit du Sahara occidental. Bilan des développements recueillis.

Algérie : 130% de hausse

L'avant-projet de loi des finances pour l'année 2023 fait état d'une hausse de 130% du budget de défense : 3 186 000 000 000 de dinars, soit 22,7 milliards \$ au lieu des 10 milliards annuels depuis une dizaine d'années. Il n'est pas dans les usages du Gouvernement ou du Ministère de la Défense de détailler ses besoins budgétaires qui relèvent du secret d'Etat.

Le montant du projet de budget correspond à près de 13 % du PIB du pays en 2022 (175 milliards de dollars selon l'estimation du FMI). La croissance prévue en 2022 – 6,2 % toujours selon le FMI, soit une manne de 10 milliards de dollars de plus par rapport à l'année précédente – devrait être ainsi aspirée par le département de la Défense.

Pourquoi une telle hausse ?

- En dépit des grandes acquisitions passées russes pour la plupart mais aussi chinoises et allemandes, l'obsolescence guette nombre de secteurs (électronique de défense, conduite de tirs, munitions complexes, etc) ;
- Alors que les matériels acquis ont désormais plus dix ans, le MCO prend de l'importance et nécessite des investissements ;
- Enfin et peut-être surtout, alors que 80 % de ses armes proviennent de Moscou, le régime s'inquiète à juste titre de la supériorité technologique occidentale en Ukraine sur les matériels de guerre russes. Une partie de cette hausse budgétaire devrait être donc consacrée à l'acquisition hors de Russie de matériels (Turquie, Iran, Chine) au moment où l'approvisionnement russe peut se tarir et où certaines déclarations américaines, Congrès comme Administration, exigent des sanctions envers l'Algérie pour ses acquisitions russes.

Maroc : 11 milliards pour l'acquisition

L'article 38 de la loi de finances pour 2023 prévoit que « le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'Administration de la défense nationale est **autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2023, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de**

défense », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2024, est fixé à cent dix-neuf milliards sept cent soixante-six millions de dirhams (119 766 000 000 DH). ».

Le budget d'investissement représente 10% des dépenses d'investissements du Royaume : le réarmement de l'Algérie, la modernisation des équipements vieillissants et la lutte contre les séparatistes du Front Polisario justifient ces dépenses d'investissement.

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen et à la seule responsabilité de cette publication.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**



<https://id-foundation.eu>



contact@id-foundation.eu



Paris, France
Brussels, Belgium